Soirmagazine

«Agir», une vie pour les autres

«Agir», c'est le nom qu'ils ont choisi pour leur association qui a vu le jour il y a une dizaine d'années, signe un groupe de jeunes étudiants guidés par leur altruisme. Ils militent dans leur milieu universitaire et se sont fixé comme objectif de sortir leur région de la torpeur et de l'isolement social et culturel.

Par Katya Kaci

«Nous étions à l'époque de jeunes étudiants dynamiques et actifs dans le milieu associatif ou politique. Des étudiants issus du village Taourirt, situé sur le versant sud-est de la wilaya de Bouira, qui militaient, activaient et donnaient de leur personne pour contribuer à la construction d'une meilleure société. Cela dit, à chaque retour au bercail, nous étions face à un vide immense, à une véritable déconnexion sans aucune perspective pour mettre à profit nos expériences et nos acquis de l'université, on se sentait complètement en marge des groupes sociaux que nous côtoyions dans les grandes villes comme Alger, Boumerdès, Tizi-Ouzou ou Béjaïa.

C'est dans ce contexte déconcertant, éventuellement décourageant et surtout en pensant aux autres jeunes qui restaient à la maison, nos petits frères, nos amis et nos voisins, que nous avons pensé à la nécessité de créer une association ou un groupement qui aurait pour objectif de donner une chance à ces jeunes du village de rester en connexion directe et active avec le monde qui les entoure. Au départ, on est resté sur une idée basique, selon le modèle associatif standard avec l'organisation de petites activités et de galas dans notre village de Taourirt ; on se voulait alors un relais entre l'université et notre village. Il a fallu par la suite combler ce qui manquait à nos villages enclavés et isolés, on cherchait le concept qui pouvait faire la différence. De là, le nom «Agir» a fait son apparition dans nos esprits comme une suite logique et naturelle pour le but qu'on s'était ainsi fixé.

En 2009, on a obtenu l'agrément de la wilaya de Bouira et on a commencé à travailler en voulant axer notre travail pour et autour de la jeunesse, surtout dans une société aussi jeune que la nôtre. Nous voulions par cette initiative venir en aide à cette jeunesse aux abois et lui apporter un plus, lui ouvrir des canaux d'opportunités surtout dans les régions isolées ; car il fallait se décentraliser afin de donner la chance à tous les jeunes des zones éloignées de l'activité urbaine et de leur permettre de profiter des mêmes opportunités que leurs concitoyens des villes. Pour concrétiser nos idées, nous commencions à travailler sur les objectifs dont la jeunesse, très nombreuse et en grande demande, avait besoin.»

«Dès le début, notre choix s'est porté sur la différence ; nous voulions à tout prix nous distinguer des autres associations. Nous nous sommes mis en tête de faire un focus sur les besoins réels des jeunes ciblés, surtout pour une zone aussi enclavée que le village Taourirt dans une région qui l'est davantage : Ath Mansour. La différence se ferait sur la façon de faire et sur rien d'autre ; nous voulions nous spécialiser dans un seul et unique domaine afin de proposer à nos semblables la meilleure prestation et les meilleurs services qu'une association puisse proposer.

On devait être une association spécialisée afin de mieux maîtriser les thématiques qu'on allait traiter. La formation étant un élément très important dans notre travail, on est arrivé à définir les axes d'activité sur lesquels nous allions entamer notre mission et qui, par la suite, ont été pris pour nom de l'association "Agir, pour le développement et l'épanouissement de la jeunesse" ; il résumait tout ce que nous voulions faire et espérions donner.

A ce stade du développement de l'association Agir, quatre thématiques se sont révélées à nous comme étant l'essence des tâches qu'on s'apprêtait à entamer : l'éducation à la citoyenneté, l'éducation à l'entrepreneuriat, l'éducation environnementale et l'éducation à la mobilité.

Ainsi, l'éducation à la citoyenneté porterait sur la responsabilisation du jeune citoyen et son instruction sur ses droits et obligations dans et envers sa société. Le projet, mené en partenariat avec différentes associations à l'exemple de l'association Friedrich Naumann, a abouti à la création d'une «école du jeune citoyen» à travers laquelle nous proposions aux jeunes de notre région et des régions environnantes des formations sous forme d'ateliers animés par des experts de talent et d'envergure, spécialistes dans différents domaines et venus parfois de très loin pour partager avec ces jeunes qui voulaient tout savoir ; on abordait ainsi nombre de thématiques tels l'engagement citoyen des jeunes, les devoirs constitutionnels des jeunes en Algérie, l'initiation aux réformes du droit algérien et international, la gouvernance locale et la démocratie participative. Chaque fois, nous essayions d'être à la page de l'actualité nationale et traduire cette actualité pour la rapprocher des citoyens. Nous immergions ces jeunes dans un environnement d'experts et durant trois années dans l'association pour garder ses jeunes membres en totale connexion avec les systèmes politiques, sociaux ou culturels qui faisaient agir leur société. L'autre thème souverain de notre formation est l'éducation à l'entrepreneuriat car dans un monde en perpétuelle évolution et en mouvement constant, le concept «entrepreneuriat» est enfin apparu en Algérie et pourtant, à Agir, on y travaille depuis assez longtemps en partenariat avec des associations internationales dont je citerai l'association SOS Village d'enfants avec laquelle nous avons initié le projet CIAP (Centre d'insertion et d'accompagnement professionnels) qui est un projet inscrit dans le cadre de l'insertion professionnelle des jeunes qui a pour but de les aider et de leur donner des outils complémentaires à ce que l'Etat leur propose. Notre tâche étant d'accompagner et non pas de remplacer les dispositifs déjà mis en place telles l'Angem, la Cnac, l'Ansej, etc. Ainsi, nous essayons de rapprocher les jeunes de ces mécanismes et les aidons à monter leur propre projet professionnel. On les éduque également sur la nécessité de la formation à l'entrepreneuriat comme point qui fait la différence lors du lancement d'un projet. Cette formation est un outil qui ouvre plus de portes et d'horizons professionnels.

Notre cible étant les diplômés au chômage, nombreux sont ceux qui penseraient que l'Anem était un emploi mais que l'on essaye de convaincre que ce dispositif est purement formatif et les aide juste à acquérir une expérience professionnelle en les incitant à devenir le futur manager, chef d'entreprise ou autre. Cette formation porte sur trois parties complémentaires

> **«Il est évident que l'association Agir s'est donné comme objectif d'éviter le carcan classique et institutionnel, et de se baser sur un travail en projet qui fonctionne à travers le ''Management system'' pour offrir aux jeunes les outils de fonctionnement qui, plus qu'une simple formation, présente un réel savoir-faire qui leur est offert afin qu'à leur tour, ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes pour leur entourage et pour leur société.»**

mais également indépendantes les unes des autres ; développement personnel, création d'entreprises et développement d'entreprises, chacune des parties pouvant présenter ou révéler les ambitions et les objectifs des jeunes participants.

Par exemple, un jeune qui cherche juste du travail pourra être formé à mettre en valeur ses compétences alors qu'un autre aux ambitions plus expansives et managériales pourra acquérir les outils qui lui permettront de faire aboutir ses projets. L'éducation environnementale, quant à elle, porterait sur l'un des plus grands challenges dans notre pays : l'environnement. Un défi d'envergure et d'importance majeure surtout vis-à-vis des générations futures. Car en l'absence d'une culture environnementale digne des défis qui se posent actuellement à notre pays et de la situation du monde par rapport à la politique environnementale et aussi face à l'inexistence d'une quelconque formation qui permettrait aux jeunes créateurs d'entreprises de contribuer à la protection et à la préservation de la nature grandement mutilée de notre pays, ce projet a vu le jour afin de familiariser les jeunes sur les risques encourus à longue et à courte échéance.

Dans ce contexte, le projet Eco-Djurdjura pour l'environnement a également vu le jour afin d'être parmi les lanceurs d'alarme sur les risques environnementaux dans notre pays. Ce projet porte sur la familiarisation des jeunes et des enfants aux principes de l'environnement, sur la formation d'éducateurs écologiques et sur l'installation de clubs verts. Pour donner plus de crédibilité et de pouvoir à ce programme, nous avons postulé pour faire partie des associations organisatrices de la COP21 prévue pour le mois de septembre 2015 (la 21e édition de la Conférence de Paris qui a pour objectif d'aboutir, pour la première fois, à un accord universel et contraignant permettant de lutter efficacement contre le dérèglement climatique et d'impulser/accélérer la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone) et j'ai la fierté de dire que nous faisons partie des quelques heureuses associations présélectionnées. Nous attendons cependant la sélection finale pour espérer agir concrètement et activement tout en ayant la reconnaissance mondiale et donc nationale de nos efforts.

Pour ce qui est de la mobilité des jeunes, et sachant que la mobilité et l'échange aident à l'épanouissement, on travaille en réseaux complexes et vastes pour faire bénéficier nos jeunes membres d'échanges avec leurs semblables d'autres villes et villages du pays mais aussi des autres pays du monde avec des activités via le Forum social mondial de Tunis, la simulation de l'Union africaine avec, toujours au cœur du projet, les échanges nationaux et internationaux.

Ainsi, il est évident que l'association Agir s'est donné comme objectif d'éviter le carcan classique et institutionnel, et de se baser sur un travail en projet qui fonctionne à travers le «Management system» pour offrir aux jeunes les outils de fonctionnement qui, plus qu'une simple formation, présente un réel savoir-faire qui leur est offert afin qu'à leur tour, ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes pour leur entourage et pour leur société.»

«La nouvelle loi 06-12 représente une menace pour les associations locales dans son application au niveau des Drag (Direction de la règlementation et des affaires générales) de chaque wilaya. Ainsi, pour notre cas, dans la wilaya de Bouira, l'interprétation des textes de cette loi par les services de la Drag ont mené à l'exigence envers notre association à se limiter au seul territoire de son village de création Taourirt. Agir s'est ainsi vue passer d'association à caractère national, voire international à un cachet communal et limité, tributaire du maire et du bon vouloir des responsables locaux. Heureusement et grâce à ce bon vouloir et à la volonté de certains responsables de contribuer à l'épanouissement et au développement de leur jeunesse, notamment le maire de la ville de Chorfa, nous continuons à travailler avec une plus large portée avec les jeunes de la wilaya, mais jusqu'à quand ? Je ne saurais le dire.

Afin de rester dans le circuit, nous avons décidé de renouveler notre agrément, de changer de président et de membres consécutifs et avons engagé les procédures nécessaires pour obtenir le statut wilayal. Pourtant, nous nous sommes encore une fois heurtés aux tracasseries bureaucratiques qui ont eu raison de nous en rejetant notre dossier.

Bref, de quoi nous décourager et menacer sérieusement l'existence de notre l'association.Un vrai coup dur qu'on nous inflige, compte tenu de la valeur ajoutée apportée par l'association qui a, depuis ses débuts, œuvré pour le bien-être et l'avenir d'une jeunesse aux prises avec l'ignorance, le vide social et culturel qui sévissent dans nos sociétés.»■

Photo : DR

Publicité